

Questions orales

Une voix: Bonne question.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, les transferts fédéral-provinciaux ne sont pas changés pour quelque raison que ce soit. Il s'agit de programmes, de paiements de transferts qui peuvent être dépensés comme les provinces l'entendent. En ce qui a trait aux transferts, ils sont limités à un taux de croissance de 3 p. 100. Le taux de croissance des programmes, des dépenses fédérales, est aussi limité à 3 p. 100. Donc, nous avons demandé aux provinces de partager ces mesures restrictives dans le même sens que le gouvernement fédéral.

Nous avons également fait une distinction entre les provinces. Les provinces les plus fortes, telles l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, auront une augmentation moins forte que les provinces qui bénéficieront de la péréquation, comme le Québec, par exemple. Donc, je pense que notre politique ici est très équitable et aussi assez importante pour demander aux provinces de partager, par une solution nationale, un problème national.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, est-ce que le ministre des Finances ne réalise pas qu'il pêche par négligence en coupant les deniers de l'État, ce qui est aussi vital et fondamental pour l'avenir de notre jeunesse, qui, enfin, est notre pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je comprends que si nous ne réduisons pas le déficit, ce sera un grand problème pour notre jeunesse. Il est très important pour l'avenir de notre pays et pour l'avenir de notre jeunesse d'avoir une réduction du niveau de la dette nationale. Ce gouvernement a une politique pour réduire la dette nationale, et une grande partie de ce problème est de réduire le déficit annuel, de même que demander aux provinces de prendre part à la solution de ce problème national.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET DES DÉPENSES PRINCIPAL

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, le président du Conseil du Trésor a dit que c'est en raison du secret budgétaire que les parlementaires ont été traités avec autant de mépris ce matin lors d'une séance d'information à huis clos, où nous avons la moitié de l'espace et des ressources dont nous avons besoin et où il nous a été impossible d'obtenir le budget des dépenses de 14 ministères clés. Quels secrets! Je le comprends de ne pas vouloir exposer ses secrets aux feux de la publicité.

M. le Président: Je demanderais au député de poser sa question.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Ma question est la suivante: le président du Conseil du Trésor nous dévoilera-t-il les secrets et nous expliquera-t-il pourquoi le gouvernement coupe dans les fonds pour la lutte contre les toxicomanies alors que nous avons une stratégie antidrogue et pourquoi il coupe dans les subventions aux organismes multiculturels et ethnoculturels alors que nous voyons de plus en plus d'intolérance dans notre pays? Nous donnera-t-il les détails que nous n'avons pas encore eus au sujet du budget des dépenses de ces 14 ministères?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Absolument, monsieur le Président. Nous four-nissons les 14 documents. J'ai expliqué très clairement que, si ces documents n'étaient pas accessibles ce matin, c'est parce que nous voulions assurer la sécurité et l'intégrité du budget.

J'ai dit clairement à la Chambre ce matin que ces documents sont en cours d'impression depuis que le ministre des Finances a présenté son énoncé budgétaire et qu'ils seront mis à la disposition de tous les députés d'ici le 12 mars.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, j'ai participé moi aussi ce matin à ce huis clos, une vraie farce. Une fois sortie, j'ai reçu des appels d'organismes féminins de Terre-Neuve, du Yukon et du Québec.

M. le Président: Je veux bien le croire, mais je voudrais entendre la question.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Ma question est la suivante. Les informations sur les compressions pratiquées dans les programmes pour les femmes sont du domaine public. Les centres pour femmes savent que le financement de leur programme a été complètement supprimé. Le secrétaire d'État pourrait-il nous dire quelles autres coupes sombres seront pratiquées dans ce domaine? La violence contre les femmes a atteint l'état de crise au Canada. Ce sont ces centres qui leur offrent informations et soutien. Leurs représentantes me disent que leurs subventions ont été complètement supprimées. Le ministre peut-il confirmer?

• (1440)

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté): Monsieur le Président, on a arrêté un plan qui assurera la sécurité et la prospérité de notre pays. On s'attaque au déficit. C'est ce problème qui nous préoccupe. C'est triste d'être obligé de dire à des groupes. . .